

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK**Séance du 26 juin 2024****Objet n° 39** de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Frederic Nimal, Bourgmestre ff-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Mehmet Bilge, Echevin; Mme Adelheid Byttebier, Echevine; M. Mohamed Echouel, Echevin; Mmes Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, Echevine; MM. Thomas Eraly, Quentin Van Den Hove, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Mme Cécile Jodogne, MM. Emin Ozkara, Sadik Koksai, Ibrahim Donmez, Abobakre Bouhjar, Mme Angelina Chan, M. Hasan Koyuncu, Mmes Done Sonmez, Lorraine De Fierlant, MM. Taoufik Ben Addi, Matthieu Degrez, Mmes Leila Lahssaini, Fatima Ben Abbou, Lucie Petre, Emel Dogancan kotaoglu, MM. Yusuf Yildiz, Mohammed Abkou, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, MM. Hamza Boukhari, Cedric Mahieu, Elyass El Yakoubi, Mamadou Bah, Quentin Vanbaelen, Didier Schiffeleers, Mme Marie Gervais, MM. Anthony Baert, Anton Schuurmans, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: M. Michel De Herde, Echevin; Mme Claire Geraets, MM. Abdelhakim El Karaoui, Yuri De Belder, Maxime Baudaux, Mme Ange-Raissa Uzaniga, Conseillers communaux.

#Objet : Règlement communal concernant les redevances pour les services liés à l'organisation d'activités scolaires de l'enseignement francophone - Circulaire 6289 relative à l'organisation des séjours pédagogiques avec nuitée(s) en Belgique et à l'étranger. #

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 4 membres n'ont pas voté

Vu la Constitution, notamment ses articles 41, 162 et 173 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment ses articles 116, 117, 119 et 137bis ;

Vu la nécessité pour la commune de remplir ses obligations conformément au plan de gestion et aux dispositions de l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale, qui imposent aux communes de parvenir à un résultat budgétaire équilibré;

Vu la nécessité pour la commune de générer des recettes pour couvrir le coût de ses activités

Considérant la procédure proposée par le service du Receveur et approuvée par le Collège en date du 19 juin 2024 relative à la procédure de recouvrement non fiscal afin d'éviter d'en arriver à un recours au service d'un huissier

DECIDE

d'approuver le règlement ci-dessous

Article 1 : Généralités

1. L'Administration communale de Schaerbeek organise des activités scolaires pour les enfants de son réseau d'enseignement maternel et primaire du lundi au vendredi durant toute la période scolaire, de 7h30 à 18h00, ainsi que durant des périodes prolongées en cas d'organisation de voyages avec nuitées.
2. Les frais de participations aux activités scolaires sont dus par la(les) personne(s) qui exerce(nt) l'autorité parentale sur l'élève bénéficiant des services offerts. Si l'élève est majeur, les frais de participations aux activités scolaires sont dus par lui-même.
3. L'autorité parentale conjointe est présumée à défaut d'élément permettant d'attribuer légitimement l'autorité à un seul parent. Le père et la mère, tant qu'ils exercent l'autorité parentale, sont solidairement responsables des frais réclamés à leur enfant.

Article 2 : Services

1. Il faut entendre par activité scolaire tous types d'activités éducatives sportives, culturelles ou autres réalisées par les élèves durant la période de temps scolaire ou durant une période plus élargie en ce compris les séjours avec nuitées qui nécessite la participation pécuniaire des participants.
2. Il faut entendre par activité obligatoire, les activités scolaires dont le contenu pédagogique ne peut être transmis par un moyen autre que via la participation effective de l'élève à cette activité.
3. Il faut entendre par activité facultative toutes les autres activités scolaires

Article 3 : Fixation des redevances

Les frais de participations aux activités scolaires sont fixés au prix coûtant, c'est à dire aux prix de revient pour l'établissement scolaire. (Le prix d'achat à la firme est égal au prix de vente aux parents).

La participation aux activités obligatoires ne peut être laissée à l'appréciation de la personne responsable de l'élève ou de l'élève lui-même s'il est majeur. L'établissement scolaire impose la participation de tous ses élèves aux activités qualifiées d'obligatoires.

La participation aux activités facultatives ne sera admise pour l'élève par l'établissement scolaire que moyennant l'accord expresse et non équivoque de la personne responsable de l'élève ou de l'élève lui-même s'il est majeur. Cette volonté de participer à l'activité prévue se manifeste via la transmission écrite du document de participation remis dans les délais prévus à l'équipe éducative de l'établissement scolaire.

Concernant les voyages avec nuitées, le Collège adoptera le montant total maximum toutes taxes comprises qu'une école peut réclamer par élève pour l'ensemble des années d'étude, en concertation avec les acteurs du secteur et avec l'objectif de réduire le montant de la participation financière réclamée à la personne responsable de l'élève. Ce plafond pourra être différent pour les écoles en encadrement différencié et pour celles qui ne le sont pas

Article 4 : Cas d'absence de l'élève

Sauf cas de force majeure ou présentation d'un certificat médical communiqué dans un délai de 48 heures à dater de l'activité au secrétariat de l'école, les frais de participation aux activités scolaires seront réclamés peu importe la participation effective ou non de l'élève. Il appartient à la personne responsable de l'élève ou à l'élève lui-même s'il est majeur d'apporter la preuve d'un tel cas de force majeure.

Dans tous les cas, sans considération de la participation effective ou non de l'élève, les frais incompressibles seront portés à charge de la personne responsable de l'élève ou de l'élève lui-même s'il est majeur.

Article 5 : Décompte périodique des frais :

Les frais réclamés font l'objet dans un premier temps d'un relevé appelé décompte périodique dont la périodicité et la date d'établissement est communiqué chaque année scolaire via l'estimation annuelle des frais scolaires remise par écrit, au plus tard le premier jour de la rentrée des classes, à la personne responsable de l'élève ou l'élève lui-même s'il est majeur. Chaque décompte périodique détaille, par élève et pour la période couverte, l'ensemble des frais réclamés, leurs montants, leurs objets et le caractère obligatoire ou facultatif de ceux-ci, et mentionne les modalités et les éventuelles facilités de paiement. Ce document est informatif et ne constitue pas une invitation de paiement.

Sur base des éléments repris dans le décompte périodique une facture sera réalisée. La facturation des frais liées à la participation aux activités scolaires est établie périodiquement durant la période écoulée.

Article 6 : Paiement :

Pour des raisons de sécurité au sein des établissements scolaires, les paiements sont effectués par virement sur le compte bancaire de l'administration communale de Schaerbeek indiqué sur le bulletin de virement joint à la facture et mentionnant les références à y indiquer.

Le paiement de ces frais en argent liquide auprès des établissements scolaires est proscrit.

Article 7 : Recouvrement à l'amiable :

Les redevances visées par le présent règlement sont payables dans les 15 jours calendrier à partir de la date d'envoi de l'invitation à payer.

A défaut de paiement intégral de l'invitation à payer dans le délai imparti, un premier rappel gratuit est adressé au redevable qui dispose à nouveau d'un délai de 15 jours calendrier pour effectuer le paiement.

A défaut de paiement intégral du premier rappel gratuit dans le délai imparti, un second rappel est adressé au redevable pour lequel des frais administratifs de 15,00 € sont réclamés. Le redevable dispose d'un délai de 15 jours calendriers pour effectuer le paiement.

A défaut de paiement à l'échéance du deuxième rappel, une mise en demeure est adressée par recommandé au redevable.

Les frais postaux générés par le recommandé sont à charge du redevable qui dispose alors d'un délai de 10 jours calendrier pour effectuer le paiement.

Le taux des intérêts de retard et le montant des frais administratifs forfaitaires seront également revus annuellement par le Collège des Bourgmestres et Echevins.

Article 8 : Recours contre la procédure de recouvrement forcé par contrainte non-fiscale

Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et délais prévus à l'article 137bis de la Nouvelle loi communale, à savoir dans le mois de la signification de la contrainte par requête ou par citation.

En cas de recours, le Receveur communal invite l'huissier de justice à suspendre la procédure jusqu'à ce qu'une décision coulée en force de chose jugée soit rendue.

Article 9 : Facilités de paiement

Lorsque le montant du décompte périodique excède cinquante euros le redevable peut de plein droit, demander à échelonner le paiement du montant dû sur plusieurs décomptes périodiques.

En cas de difficulté de paiement, et moyennant une demande écrite et motivée établie auprès du receveur communal, le redevable peut en tout temps, peu importe le montant dû, demander à obtenir des facilités de paiements.

Pour obtenir des facilités de paiement un document de demande d'échelonnement, disponible auprès du secrétariat d'école, devra être dûment complété et remis auprès de la direction de l'établissement scolaire.

Il est prévu d'accorder à toute personne en faisant la demande un fractionnement du montant total réclamé par décompte périodique sur trois mensualités consécutives, le montant de la mensualité réclamée ne pouvant excéder cinquante euros.

Article 10 : Exonération

Les redevables qui estiment se trouver dans une situation de détresse financière peuvent, à tout moment, introduire une demande d'exonération totale ou partielle des frais réclamés auprès du Collège des Bourgmestres et Echevins. Cette possibilité est ouverte à tous les redevables.

Le dossier, comprenant les motivations et les pièces justificatives nécessaires à l'analyse de la situation, sera déposé auprès de l'administration qui le soumettra au Collège des Bourgmestres et Echevins. Une évaluation au cas par cas sera effectuée en fonction des éléments présentés afin de déterminer si l'état de détresse financière du demandeur est avéré ou non. Le Collège des Bourgmestres et Echevins se réserve le droit d'accéder ou non à la demande du redevable, à sa discrétion, dans le strict respect du principe d'égalité et de non-discrimination.

Article 11 : Caisse de solidarité

L'administration communale se réserve le droit de demander une participation forfaitaire de quelques euros (maximum 5,00 €) par élève à chaque rentrée scolaire afin de constituer un fonds de solidarité au profit des personnes en situation de précarité au sein de l'établissement scolaire concerné. L'intervention de ce fonds de solidarité peut être partielle ou intégrale et couvrir le montant total réclamé au redevable.

Pour pouvoir bénéficier de l'intervention de ce fonds, le redevable devra présenter une demande selon les mêmes modalités que celles prévues à l'article 11 du présent règlement.

Le collège des Bourgmestres et Echevins statuera sur cette demande dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 11 du présent règlement.

Article 12 ::

Le présent règlement entre en vigueur le 21/09/2023.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 26 juin 2024.

Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



Le Bourgmestre ff-Président,



Frederic NIMAL

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 26 juni 2024

Voorwerp nr 39 van de agenda

AANWEZIG: H. Frederic Nimal, wvd Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Mehmet Bilge, Schepenen; Mevr. Adelheid Byttebier, Schepen; H. Mohamed Echouel, Schepen; Mevr. Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, Schepenen; HH. Thomas Eraly, Quentin Van Den Hove, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Mevr. Cécile Jodogne, HH. Emin Ozkara, Sadik Koksas, Ibrahim Donmez, Abobakre Bouhjar, Mevr. Angelina Chan, H. Hasan Koyuncu, Mevr. Done Sonmez, Lorraine De Fierlant, HH. Taoufik Ben Addi, Matthieu Degrez, Mevr. Leila Lahssaini, Fatima Ben Abbou, Lucie Petre, Emel Dogancan kotaoglu, HH. Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, HH. Hamza Boukhari, Cedric Mahieu, Elyass El Yakoubi, Mamadou Bah, Quentin Vanbaelen, Didier Schiffeleers, Mevr. Marie Gervais, HH. Anthony Baert, Anton Schuurmans, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Michel De Herde, Schepen; Mevr. Claire Geraets, HH. Abdelhakim El Karaoui, Yuri De Belder, Maxime Baudaux, Mevr. Ange-Raissa Uzanziga, Gemeenteraadsleden.

#Voorwerp : Gemeentelijke verordening betreffende vergoedingen voor diensten in verband met de organisatie van Franstalige schoolactiviteiten - Omzendbrief 6289 over de organisatie van educatieve reizen met overnachting in België en in het buitenland. #

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 4 leden hebben niet gestemd

Gelet op de Grondwet, en met name op de artikelen 41, 162 en 173 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, en met name op de artikelen 116, 117, 119 en 137bis;

Gelet op de noodzaak voor de gemeente om haar verplichtingen na te komen in overeenstemming met het beheerplan en de bepalingen van artikel 252 van de nieuwe gemeentewet, die gemeenten verplichten om een evenwichtige begroting te realiseren;

Gelet op de noodzaak voor de gemeente om inkomsten te genereren om de kosten van haar activiteiten te dekken

Overwegende de procedure voorgesteld door de diensten van de Ontvanger en goedgekeurd door het College op 19 juni 2024 met betrekking tot de niet-fiscale invorderingsprocedure om te vermijden een beroep te moeten doen op de diensten van een gerechtsdeurwaarder

BESLUIT

onderstaand reglement goed te keuren

Artikel 1 : Algemeen informatie

1. Het Gemeentebestuur van Schaarbeek organiseert schoolactiviteiten voor de kinderen van zijn kleuter- en lager onderwijs van maandag tot vrijdag tijdens het schooljaar, van 7.30 tot 18.00 uur, alsook tijdens langere periodes wanneer er nachttuitappen worden georganiseerd.
2. De vergoeding voor deelname aan schoolactiviteiten is verschuldigd door de persoon (personen) die het ouderlijk gezag uitoefent (uitoefenen) over de leerling die gebruik maakt (maken) van de aangeboden diensten. Als de leerling meerderjarig is geworden, zijn de kosten voor schoolactiviteiten voor rekening van de leerling zelf.
3. Gezamenlijk ouderlijk gezag wordt verondersteld als er geen enkel element is waardoor het gezag rechtmatig aan één ouder kan worden toegekend. De vader en de moeder zijn, voor zover zij het ouderlijk gezag uitoefenen, hoofdelijk aansprakelijk voor het schoolgeld dat aan hun kind in rekening wordt gebracht.

Artikel 2 : Diensten

1. Onder schoolactiviteiten verstaan we alle soorten educatieve, sportieve, culturele of andere activiteiten die door leerlingen onder schooltijd of gedurende een langere periode worden uitgevoerd, inclusief overnachtingen, en waarvoor van de deelnemers een financiële bijdrage wordt gevraagd.
2. Verplichte activiteiten zijn schoolactiviteiten waarvan de educatieve inhoud niet op een andere manier kan worden overgebracht dan door de daadwerkelijke deelname van de leerling aan de activiteit.
3. Facultatieve activiteiten zijn alle andere schoolactiviteiten.

Artikel 3 : Vaststelling van vergoedingen

Vergoedingen voor deelname aan schoolactiviteiten worden vastgesteld tegen kostprijs, d.w.z. de kostprijs voor de school. (De aankoopprijs aan de onderneming is gelijk aan de verkoopprijs aan de ouders).

Deelname aan verplichte activiteiten kan niet worden overgelaten aan het oordeel van de verantwoordelijke van de leerling of de leerling zelf als hij/zij meerderjarig is. De school verplicht alle leerlingen deel te nemen aan verplichte activiteiten.

Deelname aan facultatieve activiteiten wordt voor de leerling alleen door de school toegestaan met uitdrukkelijke en ondubbelzinnige instemming van de verantwoordelijke voor de leerling of de leerling zelf als hij/zij meerderjarig is. Deze bereidheid tot deelname aan de geplande activiteit moet worden aangetoond door binnen de gestelde termijn een schriftelijk deelnamedocument in te dienen bij het onderwijsteam van de school.

Wat de verplaatsingen met overnachting betreft, stelt het College, in overleg met de actoren uit de sector en met het oog op een vermindering van de financiële bijdrage die van de verantwoordelijke van de leerling wordt gevraagd, het maximumbedrag vast dat een school in totaal, inclusief alle belastingen, per leerling voor alle leerjaren mag vragen. Dit maximum kan verschillend zijn voor scholen met en zonder gedifferentieerde begeleiding.

Artikel 4 : Afwezigheid van leerlingen

Behalve in geval van overmacht of op vertoon van een medische verklaring die binnen 48 uur na de datum van de activiteit naar het

secretariaat van de school wordt gestuurd, worden deelnamekosten voor schoolactiviteiten gevorderd ongeacht de daadwerkelijke deelname of niet van de leerling. Het is de verantwoordelijkheid van de persoon die verantwoordelijk is voor de leerling, of van de leerling zelf als deze meerderjarig is, om het bewijs van een dergelijke overmacht te leveren.

In alle gevallen, ongeacht of de leerling daadwerkelijk deelneemt of niet, worden de onuitstelbare kosten in rekening gebracht bij de voor de leerling verantwoordelijke persoon of bij de leerling zelf indien deze meerderjarig is.

Artikel 5 : Periodieke rekening van vergoedingen:

De periodiciteit en de datum van de rekening worden elk schooljaar meegedeeld door middel van de jaarlijkse raming van het schoolgeld die uiterlijk op de eerste dag van het schooljaar schriftelijk wordt ingediend bij de verantwoordelijke voor de leerling of de leerling zelf indien hij/zij meerderjarig is. Elke periodieke declaratie vermeldt voor elke leerling en voor de betreffende periode alle gedeclareerde kosten, de bedragen, de doelen en of deze verplicht of facultatief zijn, en de betalingsvoorwaarden en eventuele betalingsfaciliteiten. Dit document dient uitsluitend ter informatie en vormt geen verzoek tot betaling.

Artikel 6 : Betaling :

Om veiligheidsredenen binnen onderwijsinstellingen gebeuren de betalingen via overschrijving op de bankrekening van het gemeentebestuur van Schaarbeek vermeld op het overschrijvingsformulier dat bij de factuur gevoegd is en met vermelding van de aldaar aan te geven referenties.

Het is verboden deze vergoedingen contant te betalen aan onderwijsinstellingen.

Artikel 7 : Minnelijk herstel :

De vergoedingen die onder dit reglement vallen, zijn betaalbaar binnen 15 kalenderdagen vanaf de datum van verzending van de uitnodiging tot betaling.

Als de uitnodiging tot betaling niet volledig binnen de gestelde termijn wordt betaald, wordt een eerste gratis herinnering verzonden naar de schuldenaar, die opnieuw een termijn van 15 kalenderdagen heeft om de betaling te verrichten.

Indien de eerste gratis herinnering niet volledig binnen de gestelde termijn wordt betaald, wordt een tweede herinnering gestuurd naar de debiteur waarvoor een administratiekost van 15,00 € wordt gevraagd. De belastingplichtige heeft 15 kalenderdagen om de betaling te verrichten.

Indien de betaling niet heeft plaatsgevonden op de vervaldag van de tweede herinnering, wordt er per aangetekende brief een ingebrekestelling naar de schuldenaar gestuurd.

De portkosten voor de aangetekende brief zijn ten laste van de schuldenaar, die dan 10 kalenderdagen de tijd heeft om te betalen.

Het tarief van de verwijlrenten en het bedrag van de forfaitaire administratiekosten zullen ook jaarlijks worden herzien door het College van Burgemeesters en Schepenen.

Artikel 8 : Beroep tegen de gedwongen invorderingsprocedure door niet-fiscale dwang

De schuldenaar kan beroep aantekenen tegen de dwangmaatregel op de wijze en binnen de termijnen bepaald in artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet, d.w.z. binnen de maand na de betekening van de dwangmaatregel per verzoekschrift of dagvaarding.

In geval van hoger beroep zal de Ontvanger de deurwaarder verzoeken de procedure op te schorten totdat een definitieve uitspraak is gedaan.

Artikel 9 : Betalingsfaciliteiten

Wanneer het bedrag van de periodieke afrekening hoger is dan vijftig euro, kan de schuldenaar van rechtswege verzoeken om de betaling van het verschuldigde bedrag te spreiden over meerdere periodieke afrekeningen.

In geval van betalingsmoeilijkheden en na een schriftelijk en gemotiveerd verzoek aan de gemeenteontvanger, kan de schuldenaar, ongeacht het verschuldigde bedrag, op elk moment vragen om betalingsfaciliteiten te krijgen.

Om betalingsfaciliteiten te verkrijgen, moet een document met een verzoek om uitstel van betaling, verkrijgbaar bij het secretariaat van de school, naar behoren worden ingevuld en bij de schooldirectie worden ingediend.

Op verzoek van een schuldenaar kan het totaal verschuldigde bedrag worden gespreid over drie opeenvolgende maandelijkse termijnen, met een maximum van vijftig euro per maand.

Artikel 10 : Vrijstelling

Leerplichtigen die menen in financiële moeilijkheden te verkeren, kunnen te allen tijde bij het College van Burgemeester en Schepenen een verzoek indienen tot gehele of gedeeltelijke vrijstelling van de verschuldigde kosten. Deze mogelijkheid staat open voor alle schuldenaars.

De aanvraag, met inbegrip van de redenen en bewijsstukken die nodig zijn om de situatie te analyseren, wordt ingediend bij de administratie, die de aanvraag voorlegt aan het college van burgemeester en schepenen. Op basis van de verstrekte informatie wordt geval per geval beoordeeld of de aanvrager al dan niet in financiële nood verkeert. Het College van Burgemeester en Schepenen behoudt zich het recht voor om naar eigen goedgevoelen te beslissen of het verzoek van de schuldenaar al dan niet wordt ingewilligd, met strikte inachtneming van het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie.

Artikel 11 : Solidariteitsfonds

Het gemeentebestuur behoudt zich het recht voor om aan het begin van elk schooljaar een forfaitaire bijdrage van enkele euro's (maximaal 5,00 €) per leerling te vragen om een solidariteitsfonds op te richten ten voordele van personen in precaire situaties in de betrokken school. Het solidariteitsfonds kan gedeeltelijk of volledig zijn en het totale bedrag dekken dat van de schuldenaar wordt geëist.

Om in aanmerking te komen voor steun uit dit fonds, moet de schuldenaar een aanvraag indienen volgens dezelfde procedures als deze beschreven in artikel 11 van dit reglement.

Het College van Burgemeester en Schepenen beslist over deze aanvraag onder dezelfde voorwaarden als deze bepaald in artikel 11 van dit reglement.

Artikel 13 :

Dit reglement treedt in werking op 21/09/ 2023.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 26 juni 2024.

De Gemeentesecretaris,



David NEUPREZ



De wvd Burgemeester-Voorzitter,



Frederic NIMAL